



Direction générale de la Communication
Direction C - Relations avec les citoyens
UNITE SUIVI DE L'OPINION PUBLIQUE

Bruxelles, le 21 octobre 2011

LES EUROPÉENS ET LA CRISE

Eurobaromètre du Parlement européen (EB Parlemètre 76.1) Synthèse analytique

Couverture: UE 27 (26 856 citoyens européens)
Population: Européens âgés de 15 ans et plus
Méthodologie : Face-à-face (CAPI)
Terrain : 03 septembre - 18 septembre, conduit par TNS opinion

Cette enquête Eurobaromètre sur "**les Européens et la crise**" est la quatrième réalisée par le Parlement européen. La première date des mois de janvier-février 2009, six mois avant les élections européennes; la deuxième de septembre 2010 et la troisième d'avril-mai 2011. La présente enquête a été menée sur le terrain par TNS opinion entre le 3 et le 18 septembre 2011 en face-à-face auprès de 26.856 citoyens européens âgés de plus de 15 ans.

Cinq mois séparent les deux enquêtes, au cours desquels les **contextes financiers et économiques nationaux, européen et international ont été mouvementés**. Dans le contexte de la crise de la dette souveraine, trois pays ont vu leur note dégradée par les agences de notation de crédit.

Concernant les évolutions politiques, on peut se rappeler que des élections législatives ont eu lieu dans 4 Etats membres de l'UE et 2 autres scrutins auront lieu d'ici le 20 novembre 2011. En outre, des présidentielles, régionales ou locales se sont déroulées dans 6 autres pays.

Lors de la dernière enquête, les Européens avaient été testés sur la taxe sur les transactions financières (TTF). Ils y étaient majoritairement favorables (61%). Cette fois, outre les questions relatives aux prises de position du Parlement européen et qui ont déjà été posées lors des enquêtes précédentes, les répondants ont été interrogés pour la première fois sur les agences de notation de crédit (ANC) et les euro-obligations, plus communément appelées "eurobonds".

Avant de commencer l'analyse, il convient de rappeler au préalable que la moyenne européenne est pondérée et que les six Etats membres les plus peuplés pèsent pour environ 70% dans cette moyenne.

Quelles grandes tendances peut-on dégager de cette enquête?

- En cinq mois, on constate que les **moyennes européennes sont relativement stables**.
En revanche, **il est essentiel de relever que les variations peuvent être très importantes au sein des différents Etats membres**.
- **La tendance à une polarisation croissante de l'opinion publique**, déjà observée dans les derniers sondages, se confirme dans celui-ci. Serait-ce l'un des effets du débat en cours au sein de l'UE sur la manière de répondre à la crise mondiale et à ses répercussions au sein de l'UE, notamment dans la zone Euro ?
- Une majorité d'Européens reste inquiète concernant les conséquences de la crise sur leur situation personnelle.
- Dans le même temps, les anticipations sont pessimistes : de plus en plus d'Européens considèrent que **la crise est partie pour durer encore de longues années**.
- **Ces craintes peuvent se traduire différemment selon les Etats membres** mais les répondants restent encore majoritairement en faveur de mesures coordonnées au niveau de l'UE.
- La part des Européens qui considère que **l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise** reste stable, tandis que ceux qui pensent le contraire diminue très légèrement. Sur cette question, les évolutions des différents Etats membres sont très marquées.
- **La médiatisation des débats sur les agences de notation de crédit (ANC)** au sein du monde politique, économique et financier peut expliquer qu'une majorité d'Européens a déjà entendu parler des ANC. Parmi ceux-ci, une majorité est en faveur de la création d'une agence de notation de crédit européenne.
- **Le débat sur les euro-obligations est plus récent au sein de l'UE** : deux Européens sur cinq ont déjà entendu parler des euro-obligations dans l'ensemble de l'UE 27, 46% dans la zone euro. Au sein de celle-ci, une majorité relative des répondants qui ont déjà entendu parler des euro-obligations se prononcent en leur faveur.

⇒ **Les agences de notation de crédit "ANC"**

C'est probablement suite aux dégradations successives des notes de certains Etats membres que les citoyens ont entendu davantage parler des ANC.

Désormais, 50% des Européens ont entendu parler des agences de notation de crédit (27% *sachant ce que c'est*, 23% *ne sachant pas vraiment ce que c'est*) pour 49% qui n'en ont pas entendu parler.

Les 50% des Européens qui ont entendu parler des ANC ont ensuite été interrogés sur trois points précis:

- 65% d'entre eux considèrent que les ANC *"ont joué un rôle important dans le développement de la crise"* pour 18% qui ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

- 65% se déclarent enfin en faveur de *"la création d'une agence de notation de crédit européenne indépendante permettrait de contrebalancer le pouvoir des agences existantes"*

- 64% des répondants sont d'accord pour dire que *"les informations fournies par les ANC sont utiles aux différents acteurs économiques"* au moment des choix qu'ils ont à opérer. 21% se prononcent en sens contraire.

⇒ **Le rôle de l'Euro**

Alors que le débat sur l'avenir de l'euro est particulièrement intense, on note une certaine stabilité de la perception de son rôle au niveau de l'UE27, bien que celle-ci soit fortement contrastée au sein des différents Etats membres :

"L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise":

- **le nombre de répondants n'étant PAS d'accord avec cette proposition est de 54% (-3).**

Il est en diminution dans 14 pays, avec de fortes évolutions au Royaume-Uni (-21), Bulgarie (-11), Espagne (-10) et Roumanie (-9).

A l'inverse, cette perception négative est en augmentation dans 13 pays, notamment en Suède (+14), en Finlande (+12), aux Pays-Bas (+11), en Autriche (+10) et en Slovaquie (+7).

- **le nombre de répondants étant d'accord avec cette proposition est stable au niveau de l'UE 27.**

Il est en augmentation dans 7 pays. Notons que ce sont désormais 43% des répondants britanniques (+17) qui se prononcent en ce sens. Ce phénomène serait-il dû à l'intensification du débat sur la crise financière et économique dans ce pays ? Viennent ensuite l'Espagne, 32% (+5), la Grèce 40% (+4) et Chypre 30% (+4).

⇒ La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres

- Interrogés sur une éventuelle mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres, les Européens sont 61% à considérer que cela "*serait nécessaire au nom de la solidarité*", 57% à considérer que cela "*renforcerait la stabilité financière des Etats membres*" et 50% que cela "*permettrait de réduire le coût de la crise*".
- A qui bénéficierait ou qui serait pénalisé par la mise en commun d'une partie de la dette ?

66% des répondants considèrent qu'une telle démarche bénéficierait surtout aux Etats membres les plus en difficulté et 62% qu'elle pénaliserait surtout les Etats membres qui ne sont pas en difficulté.

⇒ Les euro-obligations/eurobonds

Ces derniers mois ont vu la montée du débat sur les euro-obligations dans la zone euro. Bien qu'il s'agisse d'une nouveauté, plus de 2 Européens sur 5 au sein de l'UE27 ont entendu parler des euro-obligations et près de 1 sur 2 dans la zone euro:

- La connaissance des euro-obligations : c'est une notion récente pour les opinions publiques. C'est pourquoi, été demandé à l'ensemble des répondants s'ils avaient déjà "*entendu parler des euro-obligations*": 57% ont répondu "non", 42% "oui".

Il s'agit là des résultats de l'UE27 qui doivent faire l'objet d'une analyse complémentaire: les répondants de la zone euro sont 46% à avoir entendu parler des euro-obligations pour 53% qui n'en ont pas entendu parler. A l'inverse, hors zone euro, seuls 35% des citoyens en ont entendu parler.

- L'opinion sur les euro-obligations : il a ensuite été demandé aux 46% des répondants de la zone euro qui en "avait entendu parler", s'ils étaient en faveur ou pas des euro-obligations d'après ce qu'ils en savaient, 38% y sont favorables, 33% opposés.

⇒ La convergence budgétaire

Parmi les mesures envisagées pour assurer une meilleure gouvernance économique, la question de la convergence budgétaire figure en bonne place parmi les premières priorités.

- Interrogés sur l'inclusion ou non d'une "*concertation préalable entre les institutions européennes et les institutions politiques nationales*" lors de l'élaboration des budgets nationaux, 67% s'y déclarent favorables pour 18% qui s'y opposent.
- Si "*les règles fixées en commun en matière de dette et de déficit public*" n'étaient pas respectées par certains Etats, les Européens sont à 68% favorables à "*l'application automatique de sanctions financières progressives*".

- Les différences zone euro et hors zone euro sont importantes:
 - Pour la première question, 14 points de pourcentage séparent les répondants de la zone euro qui y sont favorables (72%) de ceux de la zone non euro (58%)
 - Pour la deuxième question, ce sont 11 points d'écart qui séparent la zone euro (72%) de la zone non euro (61%).

⇒ La solidarité financière en cas de crise

- La question a été posée pour la première fois en septembre 2010, suite à la mise en place du Fonds européen de stabilité financière (FESF, mai 2010). A cette époque, 49% des Européens considéraient comme "*souhaitable*" que leur pays "*aide financièrement un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés financières*", 39% y étaient opposés.
- La présente enquête s'est déroulée au même moment que les débats sur la ratification mouvementée du fonds européen de stabilité financière (FESF). Les réponses favorables varient peu au niveau de l'UE: 50% (+1).

En revanche, ce sont désormais 44% (+5) des répondants qui se prononcent contre une telle solidarité, avec de fortes variations selon les pays.

⇒ Les réactions face à la crise

- Les Européens privilégient toujours la coordination entre Etats membres afin de faire face à la crise. .

Une majorité d'entre eux, (55%) considèrent qu'ils seraient "*mieux protégé(e)s face à la crise actuelle*" si leur pays prenait des mesures en coordination avec les autres pays de l'UE pour 35% qui se sentiraient "*mieux protégé(e)s*" si leur pays "*prenait des mesures individuelles*".

- Concernant la perception que les répondants ont de l'action des Etats membres de l'UE, on observe une très forte augmentation de ceux qui estiment que les Etats membres ont agi "*plutôt de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE*", 48% (+10).

⇒ **La reprise de la croissance, pour quand ?**

Si les Européens ont majoritairement le sentiment que les Etats membres tentent de donner une réponse coordonnée à la crise, ils ne sont pas pour autant très optimistes quant au futur proche.

Ainsi, 41% (+5) d'entre eux considèrent que "*la crise est partie pour durer encore de longues années*". Seuls 8% (-6) d'entre eux estiment que l'on est "*déjà entrés dans la phase de reprise de la croissance*".

NB: L'annexe jointe à cette note est constituée de tableaux et graphiques reprenant les principaux résultats de l'enquête. Pour les autres données le lecteur pourra se reporter aux deux annexes jointes: les fiches par pays et le PPT de présentation.

Pour plus d'informations:

Unité de Suivi de l'opinion publique
EPEurobarometer@europarl.europa.eu

Jacques Nancy +32 2 284 24 85

*Etude et fiches nationales disponibles sur la page "Eurobaromètre" du Parlement européen :
<http://www.europarl.europa.eu/parliament/public/staticDisplay.do?language=FR&id=40>*

ANNEXES

REULTATS PAR ETAT MEMBRE

I.	LES AGENCES DE NOTATION DE CREDIT "ANC"	8
II.	LE ROLE DE L'EURO.....	9
III.	LA MISE EN COMMUN D'UNE PARTIE DE LA DETTE DES ETATS MEMBRES	10
IV.	LES EURO-OBLIGATIONS	16
V.	CONVERGENCE DES POLITIQUES BUDGETAIRES	18
VI.	LA SOLIDARITE FINANCIERE EN CAS DE CRISE	20
VII.	LES REACTIONS FACE A LA CRISE	21
VIII.	LA REPRISE DE LA CROISSANCE, POUR QUAND?.....	23

Les enquêtes utilisées pour les tableaux ci-dessous sont les suivantes:

EB 76 **Terrain :** 3 septembre - 16 septembre 2011
Couverture: 26 856 personnes interrogées en face-à-face.
Population : Européens âgés de 15 ans et plus
TNS opinion pour le Parlement européen

EB 75 **Terrain :** 13 avril - 2 mai 2011
Couverture: 26 825 personnes interrogées en face-à-face.
Population : Européens âgés de 15 ans et plus
TNS opinion pour le Parlement européen

EB 74 **Terrain :** 26 août - 16 septembre 2010
Couverture: 26 635 personnes interrogées en face-à-face.
Population : Européens âgés de 15 ans et plus
TNS opinion pour le Parlement européen

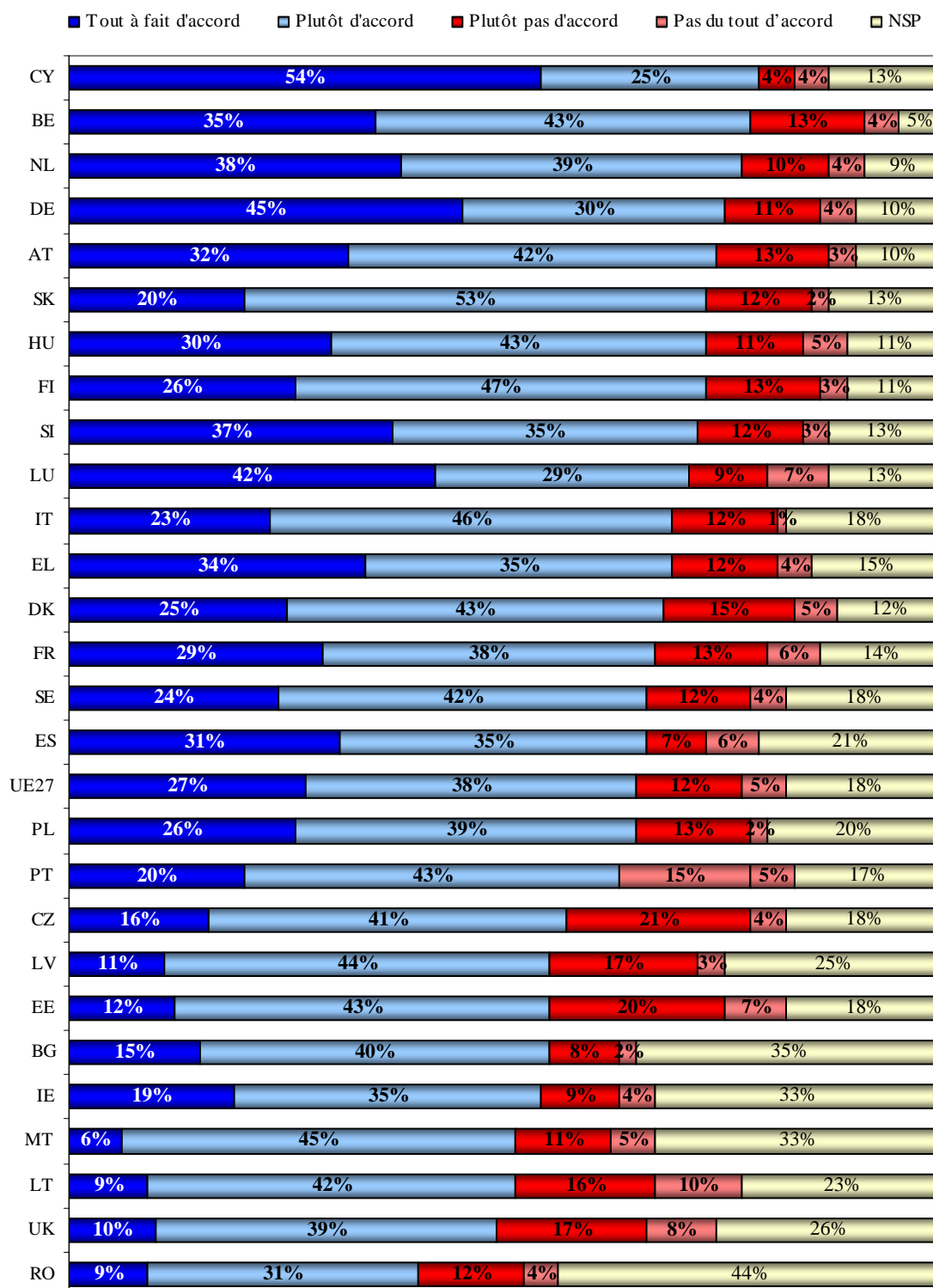
N.B. : Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1 000 interviews (taille d'échantillon généralement utilisée à l'échelle d'un Etat membre), le pourcentage réel, c'est-à-dire si l'on avait interrogé l'ensemble de la population, oscillerait dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	+/- 1,9 points	+/- 2,5 points	+/- 2,7 points	+/- 3,0 points	+/- 3,1 points

I. LES AGENCES DE NOTATION DE CREDIT "ANC"

Q: Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes concernant les agences de notations de crédit, d'après ce que vous en savez.

La création d'une agence de notation de crédit européenne indépendante permettrait de contrebalancer le pouvoir des agences existantes



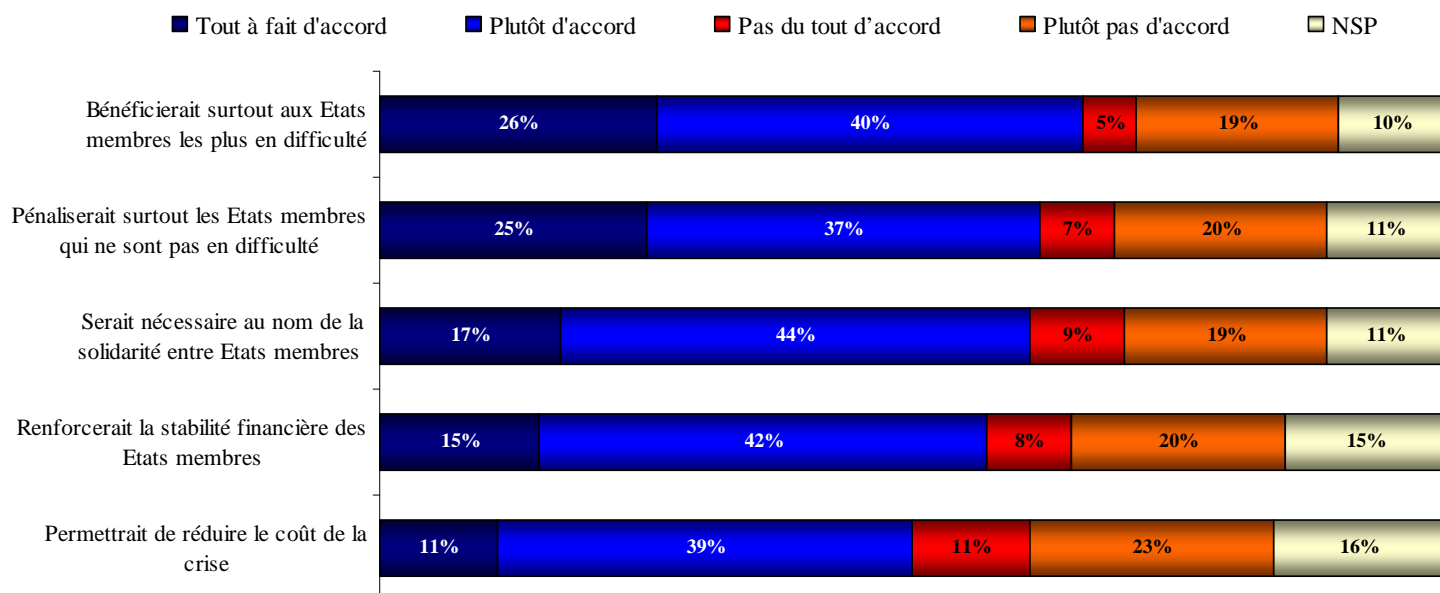
II. LE ROLE DE L'EURO

Q: Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise.

Euro	Total "D'accord"			Total "Pas d'accord"			NSP		
	EB 75	EB 76	Diff.	EB 75	EB 76	Diff.	EB 75	EB 76	Diff.
	Avril 2011	Septembre 2011	EB 76 - EB75	Avril 2011	Septembre 2011	EB 76 - EB75	Avril 2011	Septembre 2011	EB 76 - EB75
UK	26%	43%	+17	57%	36%	-21	17%	21%	+4
ES	27%	32%	+5	68%	58%	-10	5%	10%	+5
EL	36%	40%	+4	61%	56%	-5	3%	4%	+1
CY	26%	30%	+4	69%	63%	-6	5%	7%	+2
BG	21%	22%	+1	60%	49%	-11	19%	29%	+10
FR	27%	28%	+1	67%	65%	-2	6%	7%	+1
RO	35%	36%	+1	47%	38%	-9	18%	26%	+8
PL	27%	27%	=	57%	53%	-4	16%	20%	+4
PT	33%	33%	=	62%	61%	-1	5%	6%	+1
UE27	34%	34%	=	57%	54%	-3	9%	12%	+3
DK	35%	34%	-1	53%	51%	-2	12%	15%	+3
IE	47%	46%	-1	35%	34%	-1	18%	20%	+2
LV	24%	23%	-1	61%	59%	-2	15%	18%	+3
LT	22%	21%	-1	59%	54%	-5	19%	25%	+6
HU	35%	32%	-3	58%	59%	+1	7%	9%	+2
SI	26%	23%	-3	71%	72%	+1	3%	5%	+2
EE	32%	28%	-4	64%	66%	+2	4%	6%	+2
LU	45%	40%	-5	50%	49%	-1	5%	11%	+6
CZ	26%	21%	-5	70%	74%	+4	4%	5%	+1
BE	44%	38%	-6	54%	59%	+5	2%	3%	+1
MT	42%	36%	-6	50%	52%	+2	8%	12%	+4
IT	53%	47%	-6	43%	46%	+3	4%	7%	+3
DE	36%	28%	-8	58%	62%	+4	6%	10%	+4
SK	55%	47%	-8	40%	47%	+7	5%	6%	+1
FI	50%	39%	-11	41%	53%	+12	9%	8%	-1
NL	44%	33%	-11	48%	59%	+11	8%	8%	=
SE	31%	20%	-11	57%	71%	+14	12%	9%	-3
AT	53%	41%	-12	41%	51%	+10	6%	8%	+2

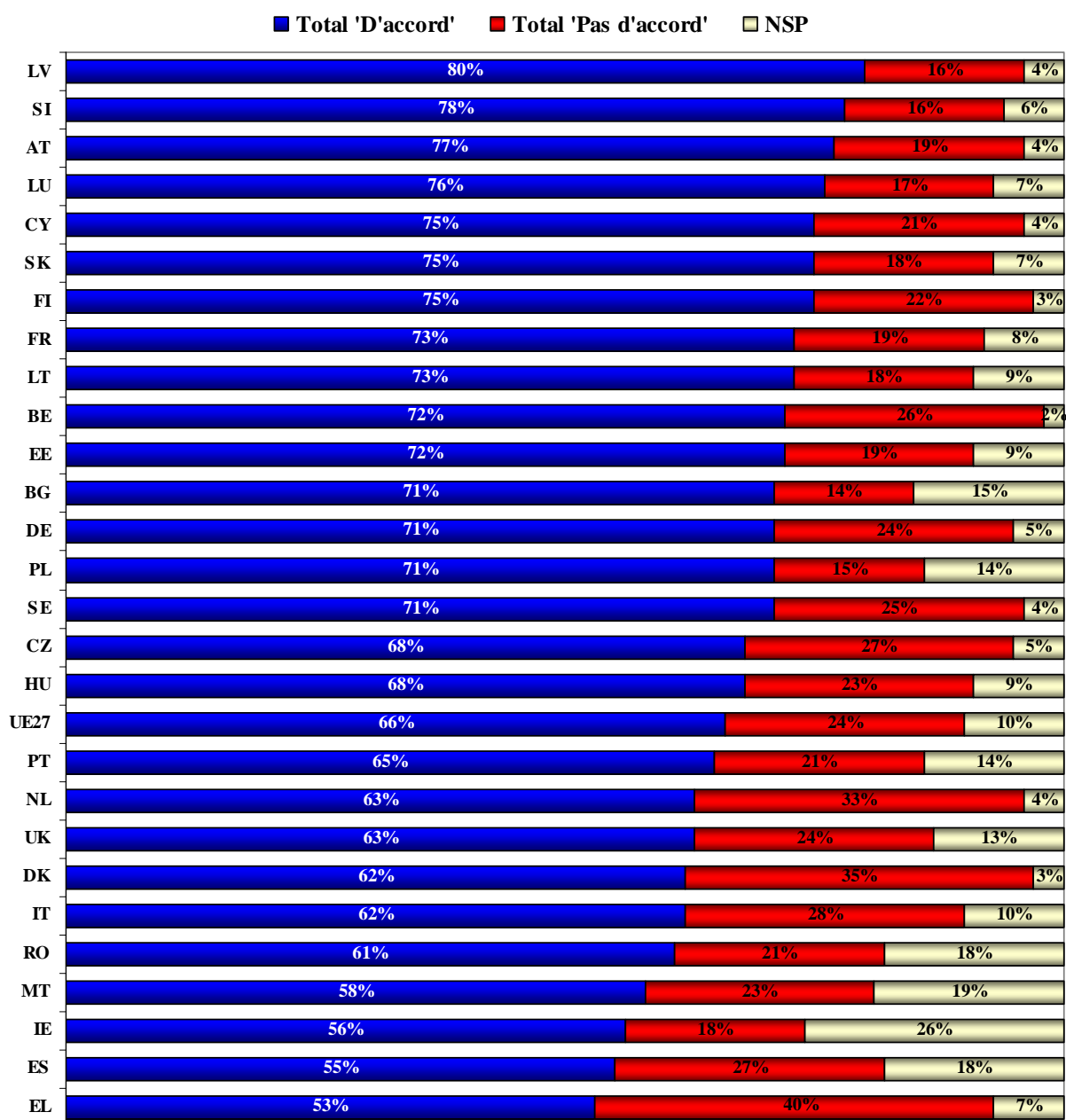
III. LA MISE EN COMMUN D'UNE PARTIE DE LA DETTE DES ETATS MEMBRES

Q: Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes à ce sujet. La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres ...



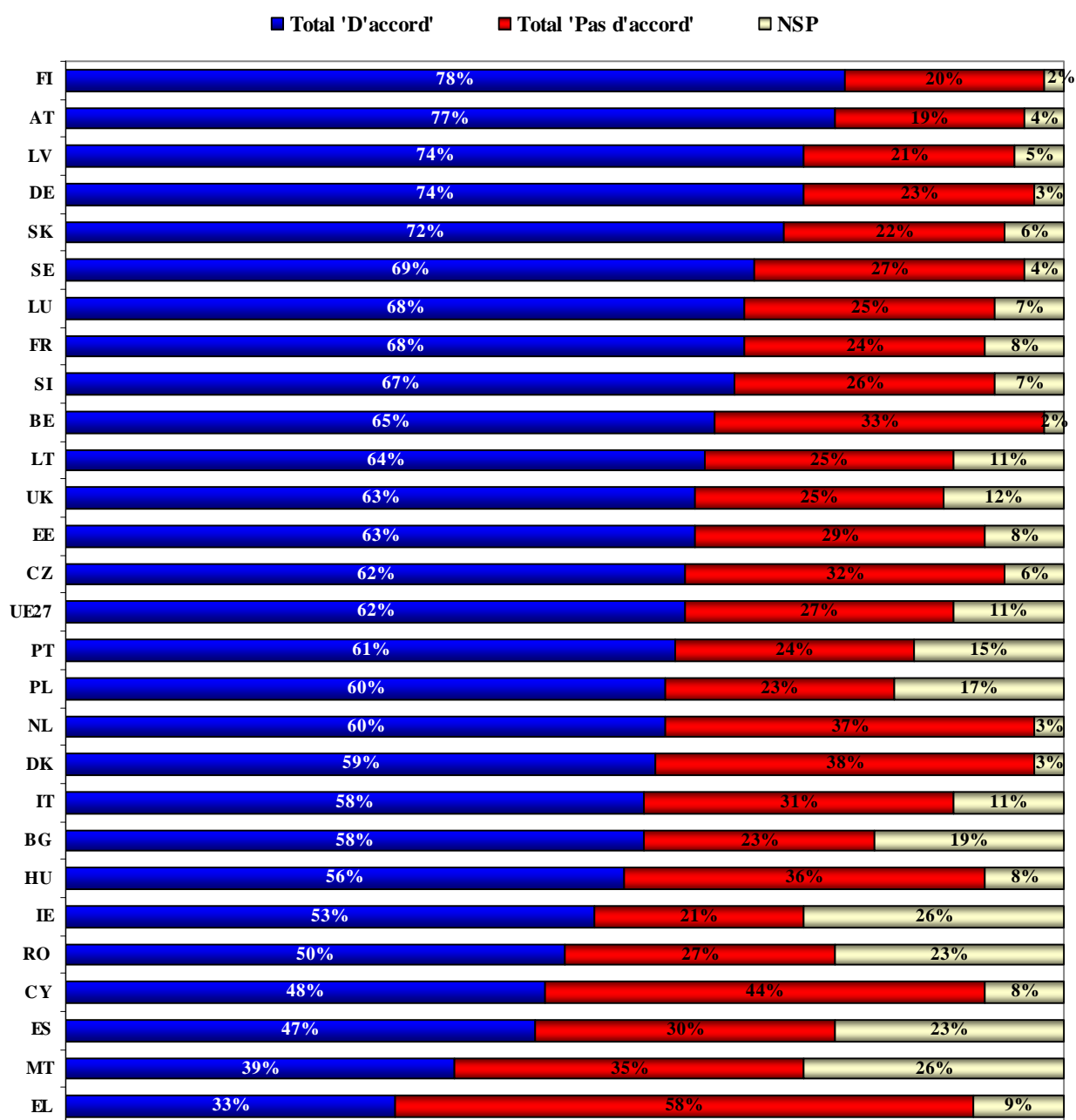
La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres ...

Bénéficierait surtout aux Etats membres les plus en difficulté



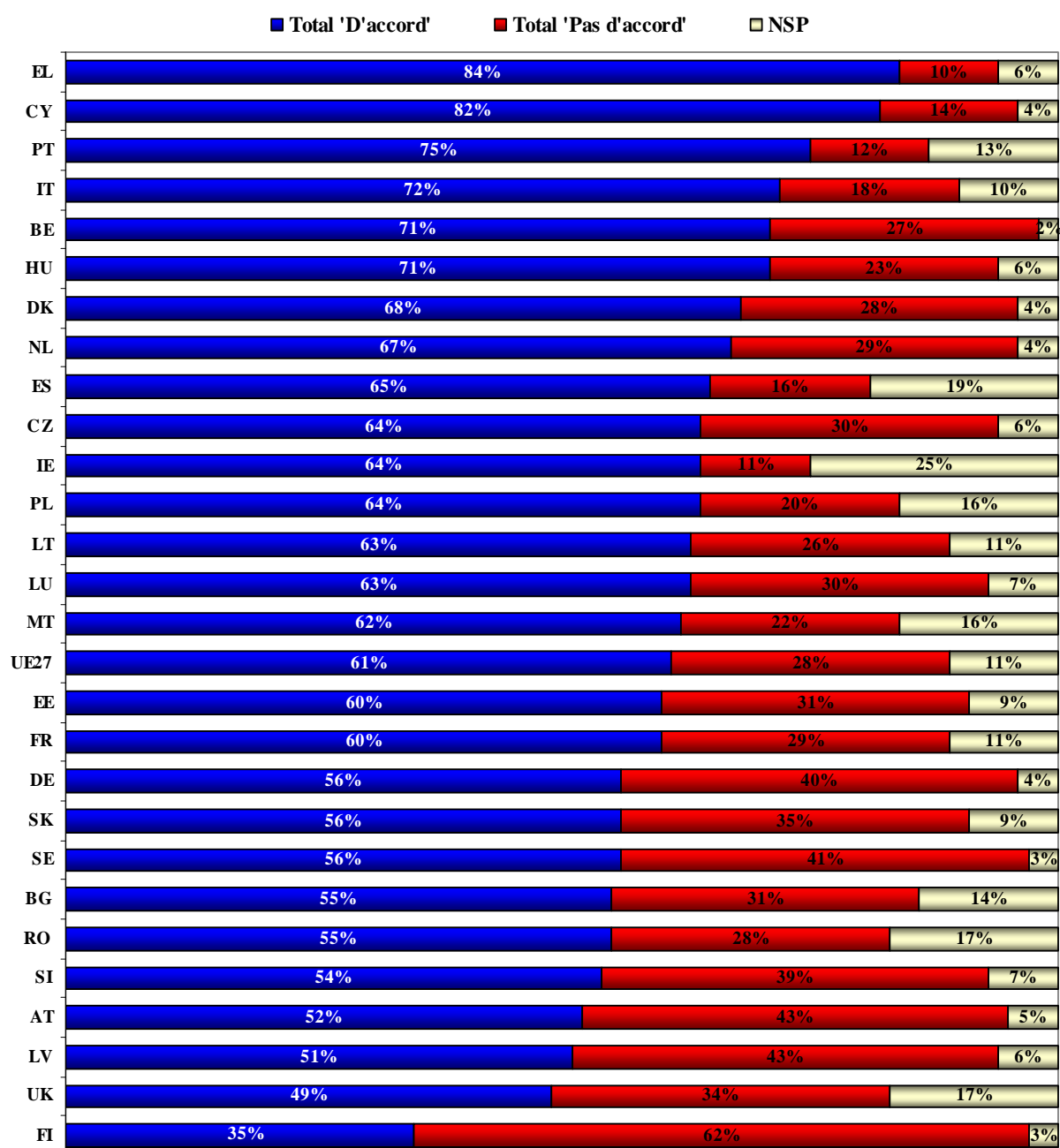
La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres ...

Pénaliserait surtout les Etats membres qui ne sont pas en difficulté



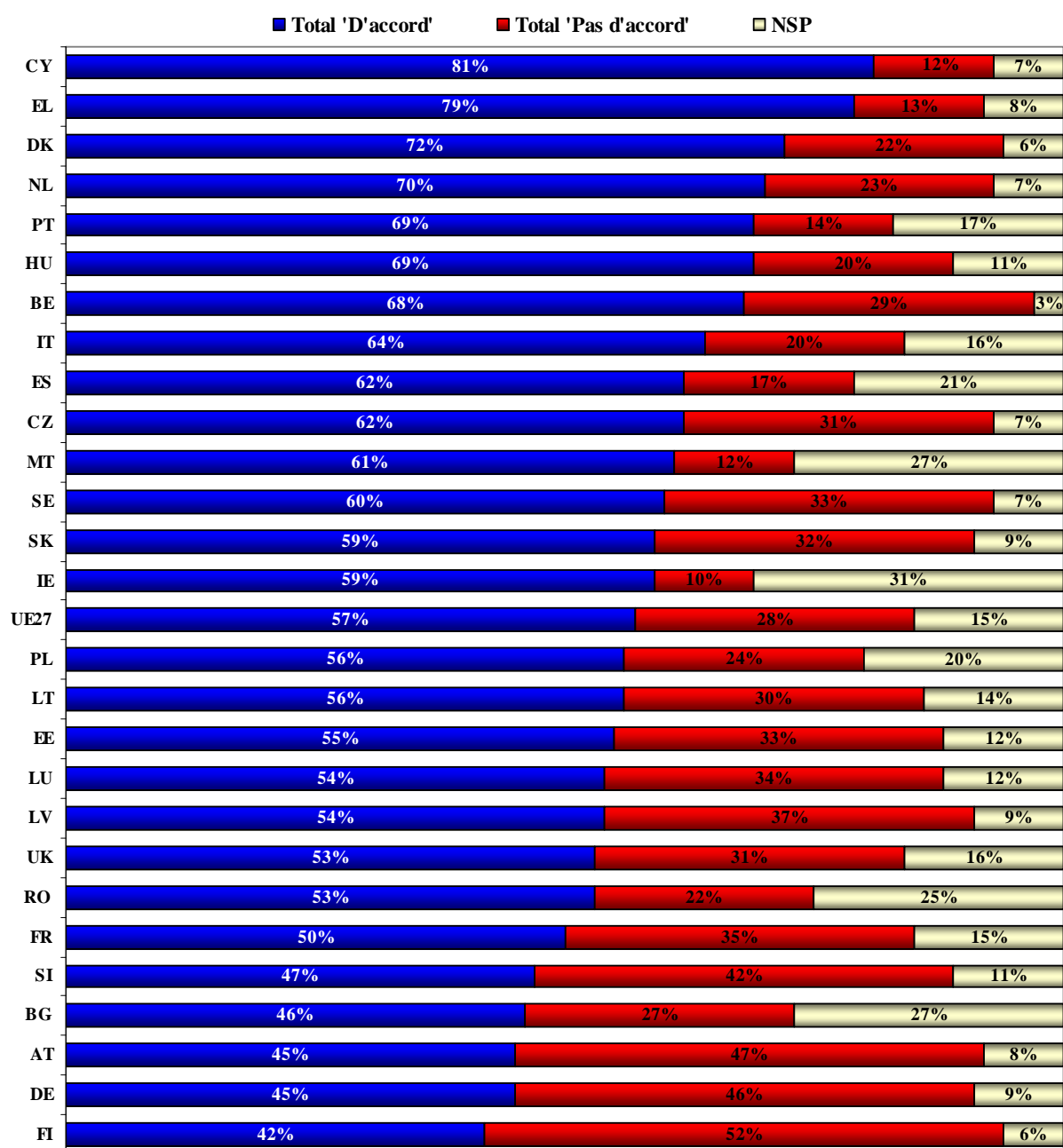
La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres ...

Serait nécessaire au nom de la solidarité entre Etats membres



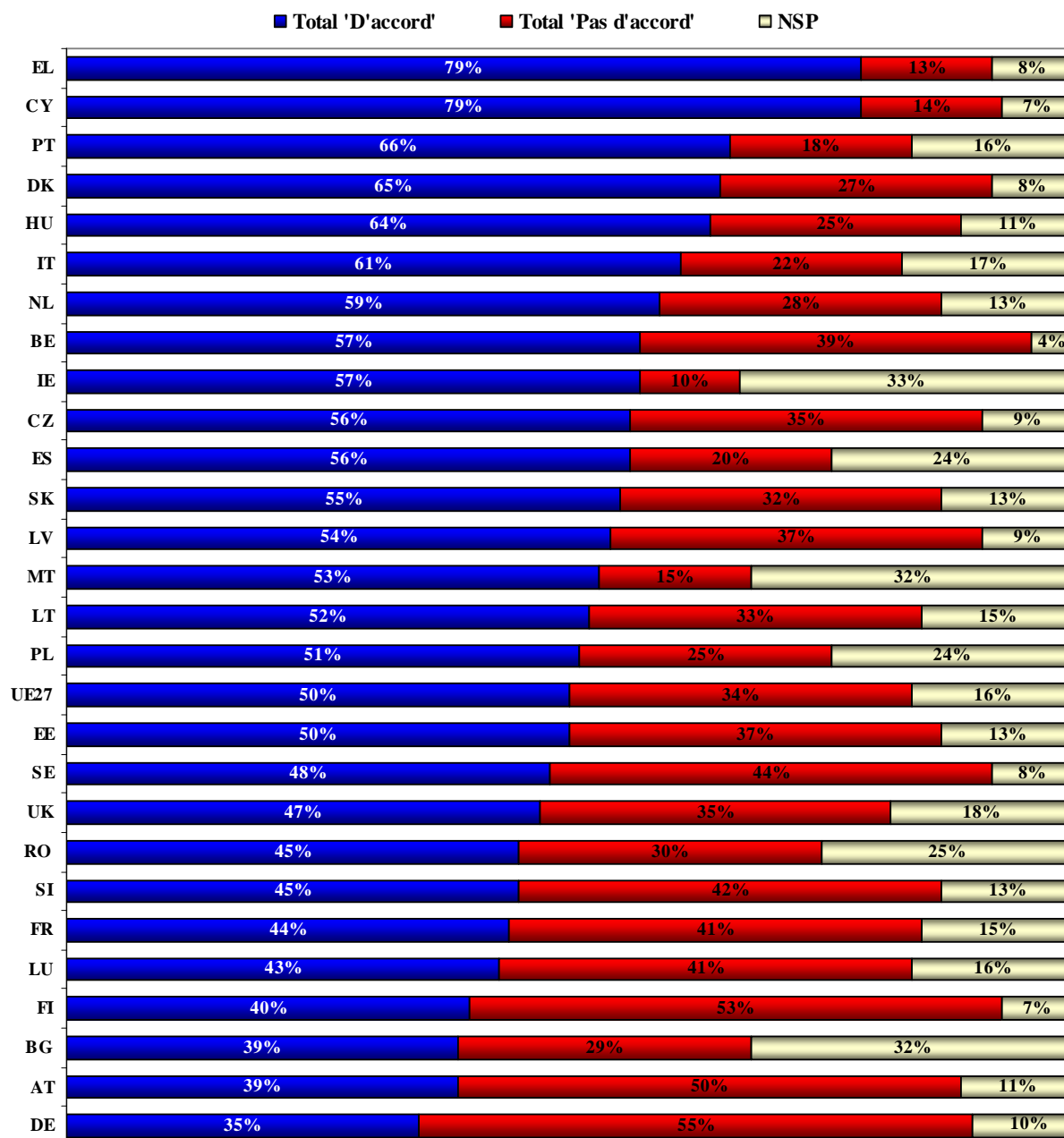
La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres ...

Renforcerait la stabilité financière des Etats membres



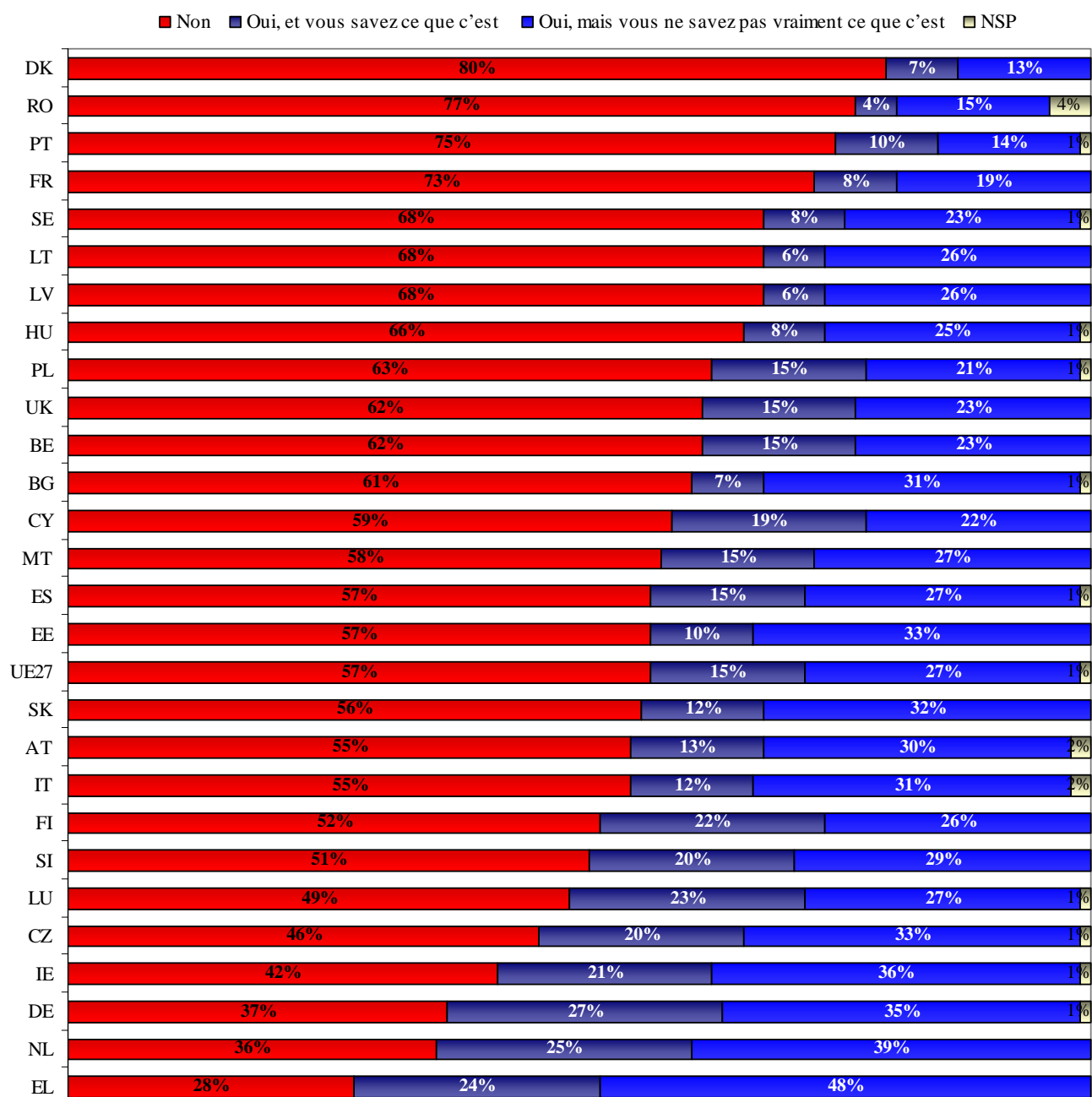
La mise en commun d'une partie de la dette des Etats membres ...

Permettrait de réduire le coût de la crise

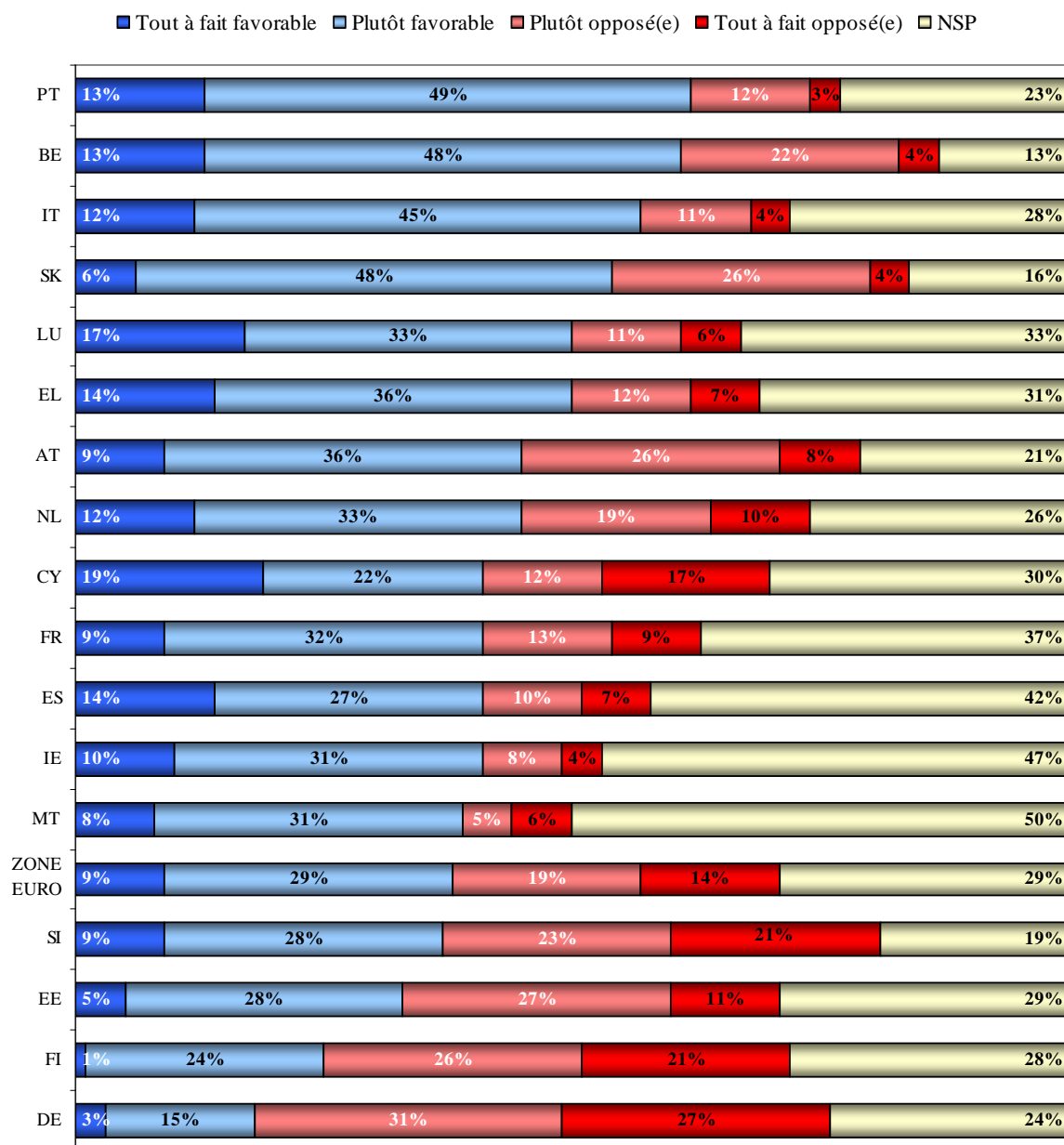


IV. LES EURO-OBLIGATIONS

Q: Avez-vous déjà entendu parler des euro-obligations ?



Q: Diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé(e) à la création d'euro-obligations, d'après ce que vous en savez ?*

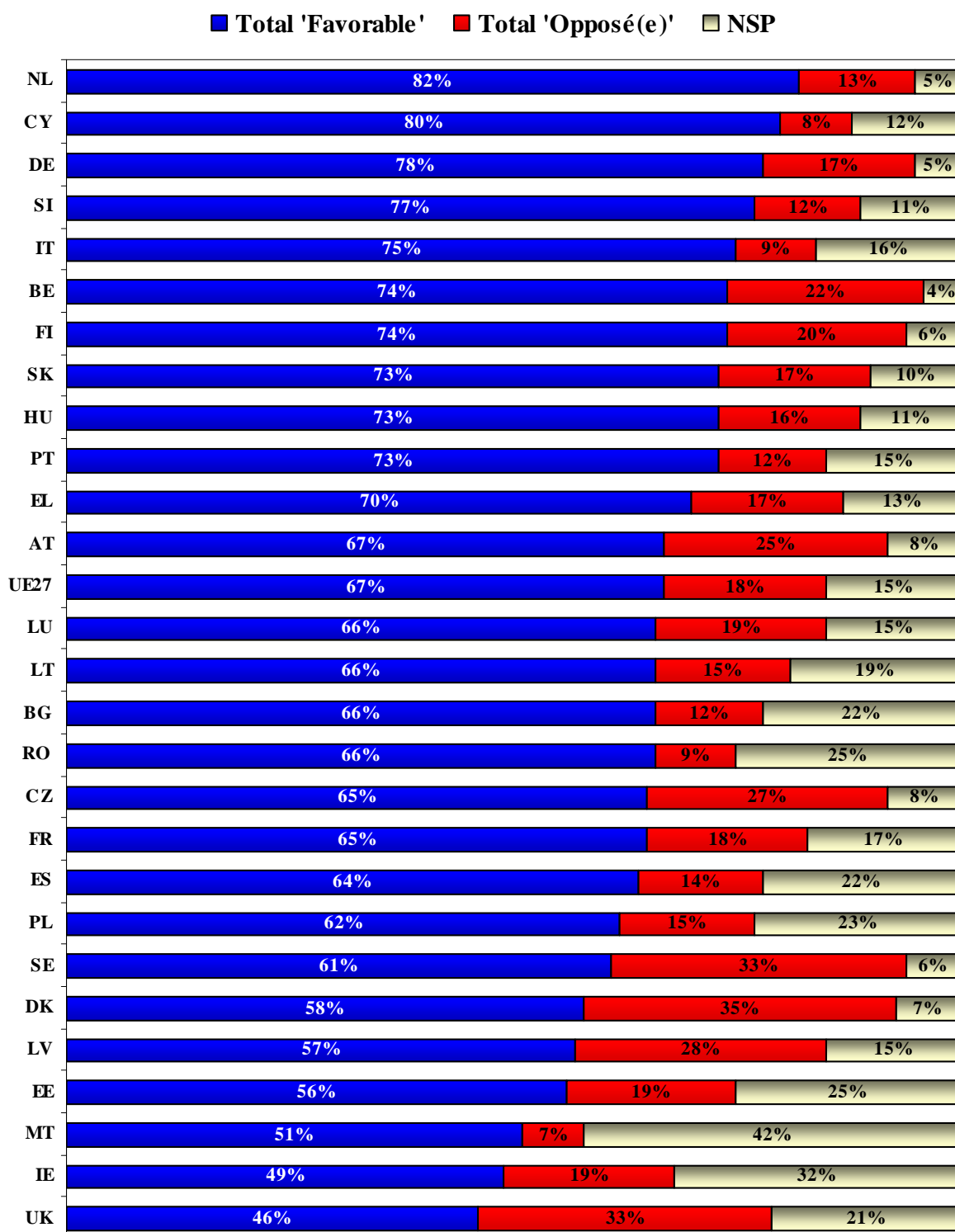


* Base : question posée aux 42% des répondants qui ont déjà entendu parler des euro-obligations, uniquement dans les Etats membres de la zone euro

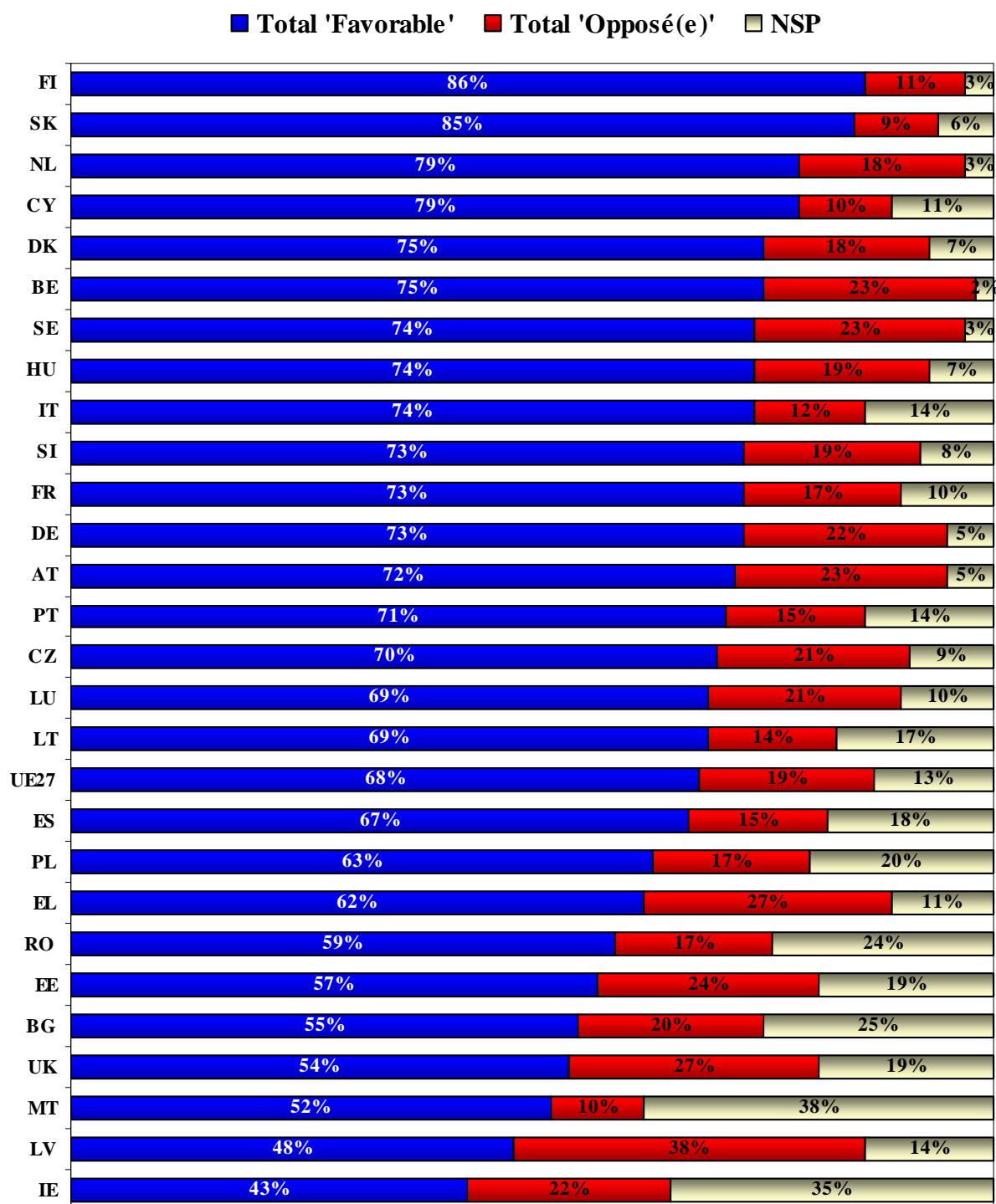
V. CONVERGENCE DES POLITIQUES BUDGETAIRES

Q: Plus spécifiquement, concernant la convergence des politiques budgétaires des Etats membres de l'UE, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes.

1. Inclure dans le processus de l'élaboration des budgets nationaux une concertation préalable entre les institutions européennes et les institutions politiques nationales



2. L'application automatique de sanctions financières progressives pour les Etats membres de l'UE qui ne respecteraient pas les règles fixées en commun en matière de dette et de déficit public



VI. LA SOLIDARITE FINANCIERE EN CAS DE CRISE

Q: Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : En temps de crise, il est souhaitable que (NOTRE PAYS) aide financièrement un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés économiques et financière

	Total d'accord			Total Pas d'accord			NSP		
	EB 74 Août - Sept. 2010	EB 76 Sept 2011	Diff EB76 - EB 74	EB 74 Août - Sept. 2010	EB 76 Sept 2011	Diff EB76 - EB 74	EB 74 Août - Sept. 2010	EB 76 Sept 2011	Diff EB76 - EB 74
LU	59%	72%	+ 13	32%	25%	-7	9%	3%	-6
NL	56%	65%	+ 9	40%	34%	-6	4%	1%	-3
DE	46%	54%	+ 8	45%	44%	-1	9%	2%	-7
PL	51%	57%	+ 6	32%	33%	+ 1	17%	10%	-7
EL	48%	52%	+ 4	46%	46%	=	6%	2%	-4
MT	47%	51%	+ 4	40%	42%	+ 2	13%	7%	-6
BG	24%	27%	+ 3	51%	62%	+ 11	25%	11%	-14
ES	49%	52%	+ 3	36%	40%	+ 4	15%	8%	-7
CZ	35%	37%	+ 2	60%	60%	=	5%	3%	-2
DK	69%	71%	+ 2	28%	28%	=	3%	1%	-2
RO	32%	34%	+ 2	45%	56%	+ 11	23%	10%	-13
FR	51%	52%	+ 1	42%	45%	+ 3	7%	3%	-4
HU	35%	36%	+ 1	58%	61%	+ 3	7%	3%	-4
UE27	49%	50%	+ 1	39%	44%	+ 5	12%	6%	-6
IT	53%	53%	=	29%	38%	+ 9	18%	9%	-9
SE	67%	67%	=	27%	32%	+ 5	6%	1%	-5
BE	61%	60%	-1	37%	39%	+ 2	2%	1%	-1
UK	46%	45%	-1	42%	50%	+ 8	12%	5%	-7
LT	42%	40%	-2	46%	56%	+ 10	12%	4%	-8
IE	55%	53%	-2	29%	37%	+ 8	16%	10%	-6
LV	38%	36%	-2	57%	62%	+ 5	5%	2%	-3
SK	35%	32%	-3	59%	65%	+ 6	6%	3%	-3
PT	56%	53%	-3	29%	39%	+ 10	15%	8%	-7
SI	29%	25%	-4	68%	74%	+ 6	3%	1%	-2
AT	55%	50%	-5	38%	46%	+ 8	7%	4%	-3
FI	58%	52%	-6	38%	47%	+ 9	4%	1%	-3
EE	56%	44%	-12	38%	53%	+ 15	6%	3%	-3
CY	70%	51%	-19	23%	46%	+ 23	7%	3%	-4

VII. LES REACTIONS FACE A LA CRISE

Q: En tant que citoyen(ne), diriez-vous que vous seriez mieux protégé(e) face à la crise actuelle si ... ?

	(NOTRE PAYS) prenait des mesures et les appliquait de manière individuelle			(NOTRE PAYS) prenait des mesures et les appliquait de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE			NSP		
	EB 75 Avril-Mai 2011	EB 76 Sept 2011	Diff. EB76 - EB75	EB 75 Avril-Mai 2011	EB 76 Sept 2011	Diff. EB76 - EB75	EB 75 Avril-Mai 2011	EB 76 Sept 2011	Diff. EB76 - EB75
SE	39%	48%	+ 9	56%	48%	-8	5%	4%	-1
CY	41%	43%	+ 2	52%	51%	-1	7%	6%	-1
DK	31%	33%	+ 2	67%	64%	-3	2%	3%	+ 1
FI	27%	29%	+ 2	69%	68%	-1	4%	3%	-1
EE	25%	26%	+ 1	69%	64%	-5	6%	10%	+ 4
FR	33%	34%	+ 1	59%	58%	-1	8%	8%	=
HU	35%	36%	+ 1	61%	58%	-3	4%	6%	+ 2
IE	30%	31%	+ 1	53%	51%	-2	17%	18%	+ 1
LT	29%	30%	+ 1	62%	58%	-4	9%	12%	+ 3
BG	28%	29%	+ 1	63%	55%	-8	9%	16%	+ 7
SK	34%	35%	+ 1	61%	58%	-3	5%	7%	+ 2
AT	40%	40%	=	52%	50%	-2	8%	10%	+ 2
ES	22%	22%	=	70%	66%	-4	8%	12%	+ 4
NL	25%	25%	=	72%	71%	-1	3%	4%	+ 1
PT	28%	28%	=	61%	56%	-5	11%	16%	+ 5
RO	37%	37%	=	52%	49%	-3	11%	14%	+ 3
CZ	50%	49%	-1	44%	44%	=	6%	7%	+ 1
LU	32%	31%	-1	64%	64%	=	4%	5%	+ 1
MT	26%	25%	-1	67%	62%	-5	7%	13%	+ 6
PL	36%	35%	-1	52%	51%	-1	12%	14%	+ 2
UE27	36%	35%	-1	56%	55%	-1	8%	10%	+ 2
BE	34%	32%	-2	65%	66%	+ 1	1%	2%	+ 1
LV	51%	49%	-2	43%	46%	+ 3	6%	5%	-1
DE	30%	27%	-3	62%	64%	+ 2	8%	9%	+ 1
IT	33%	29%	-4	60%	60%	=	7%	11%	+ 4
UK	64%	60%	-4	29%	29%	=	7%	11%	+ 4
SI	42%	35%	-7	50%	55%	+ 5	8%	10%	+ 2
EL	47%	34%	-13	51%	61%	+ 10	2%	5%	+ 3

Q: Diriez-vous que jusqu'à aujourd'hui, face à la crise, les différents Etats membres de l'UE ont agi ... ?

	Plutôt de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE			Plutôt de manière individuelle			NSP		
	EB 74 Août - Sept. 2010	EB 76 Sept. 2011	Diff. EB 76 - EB 74	EB 74 Août - Sept. 2010	EB 76 Sept. 2011	Diff. EB 76 - EB 74	EB 74 Août - Sept. 2010	EB 76 Sept. 2011	Diff. EB 76 - EB 74
DE	41%	61%	+ 20	38%	30%	-8	21%	9%	-12
BG	37%	56%	+ 19	33%	25%	-8	30%	19%	-11
PT	37%	55%	+ 18	35%	27%	-8	28%	18%	-10
FR	29%	43%	+ 14	58%	47%	-11	13%	10%	-3
BE	41%	54%	+ 13	51%	43%	-8	8%	3%	-5
LV	35%	48%	+ 13	51%	43%	-8	14%	9%	-5
UK	22%	34%	+ 12	56%	51%	-5	22%	15%	-7
RO	27%	39%	+ 12	39%	38%	-1	34%	23%	-11
SE	38%	50%	+ 12	43%	41%	-2	19%	9%	-10
SK	41%	52%	+ 11	51%	43%	-8	8%	5%	-3
UE27	38%	48%	+ 10	44%	41%	-3	18%	11%	-7
LT	34%	43%	+ 9	41%	42%	+ 1	25%	15%	-10
LU	39%	48%	+ 9	46%	46%	=	15%	6%	-9
IT	45%	53%	+ 8	34%	38%	+ 4	21%	9%	-12
IE	33%	41%	+ 8	43%	42%	-1	24%	17%	-7
MT	53%	61%	+ 8	19%	25%	+ 6	28%	14%	-14
PL	39%	47%	+ 8	42%	41%	-1	19%	12%	-7
EE	47%	54%	+ 7	37%	34%	-3	16%	12%	-4
DK	25%	32%	+ 7	66%	60%	-6	9%	8%	-1
EL	49%	55%	+ 6	47%	40%	-7	4%	5%	+ 1
AT	44%	50%	+ 6	44%	42%	-2	12%	8%	-4
CY	51%	56%	+ 5	35%	33%	-2	14%	11%	-3
HU	47%	50%	+ 3	40%	42%	+ 2	13%	8%	-5
SI	44%	47%	+ 3	47%	45%	-2	9%	8%	-1
FI	68%	70%	+ 2	23%	26%	+ 3	9%	4%	-5
ES	45%	46%	+ 1	36%	40%	+ 4	19%	14%	-5
NL	36%	35%	-1	55%	61%	+ 6	9%	4%	-5
CZ	52%	44%	-8	39%	51%	+ 12	9%	5%	-4

VIII. LA REPRISE DE LA CROISSANCE, POUR QUAND?

Q: En ce qui concerne la reprise de la croissance en (NOTRE PAYS), laquelle de ces opinions se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

- La crise est partie pour durer encore de longues années
- La reprise de la croissance va avoir lieu dans les prochaines années
- La reprise de la croissance va avoir lieu dans les prochains mois
- Nous sommes déjà entrés dans la phase de reprise de la croissance
- NSP

